

**Syrie - Irak - États-Unis - Russie -  
Entretien de M. Jean-Marc Ayrault,  
ministre des affaires étrangères et  
du développement international,  
avec LCP, Le Monde et France Info  
- extraits  
(Paris, 19 avril 2017)**

(...)

Q - On avance et on parle de politique étrangère avec, notamment, Donald Trump. On parlait tout à l'heure de Daech et cela nous amène à parler de la Syrie. Est-ce que votre regard sur Donald Trump a changé depuis quelques jours, depuis qu'il a décidé de riposter à l'utilisation d'armes chimiques en Syrie justement ?

R - C'est la suite des événements qui pourra nous montrer s'il y a un changement de ligne des États-Unis sur le dossier syrien. Ce qui est sûr - puisque j'ai participé au G7 en Italie il y a quelques jours - j'ai pu enfin avoir une discussion de fond avec mon homologue Rex Tillerson. Je l'avais déjà rencontré plusieurs fois ou parlé au téléphone mais je suis resté sur la réserve et l'expectative. Et au G7 nous sommes rentrés dans une discussion de fond sur la manière de combattre à la fois Daech en Syrie et en Irak et, dans le même temps, apporter une solution de paix et de stabilité en Syrie.

Q - Ce que vous dites, c'est que l'administration Trump s'est normalisée.

R - Je ne sais pas si elle s'est normalisée parce qu'il ne faudrait pas que la diplomatie américaine soit une diplomatie au coup par coup.

Il ne suffit pas de faire une frappe sur une base aérienne syrienne pour que les choses soient réglées, il faut qu'il y ait une suite politique.

Et c'est ce que j'ai expliqué à Rex Tillerson. Avant qu'il parte à Moscou, nous avons fait une réunion entre ministres du G7 - nous avons également fait une réunion avec les pays arabes et la Turquie - pour dire à Tillerson : «Voilà ce qui va se passer à Moscou et vous devez vous préparer».

Q - Alors, justement, Moscou...

R - Et qu'est-ce qu'il y a eu à Moscou ? J'avais indiqué à Tillerson que cela pouvait se

produire.

C'est que les Russes, solidaires du régime de Bachar Al-Assad, voulaient à tout prix embarquer les Américains dans une commission d'enquête soi-disant indépendante...

Q - Ce qui ne s'est pas fait...

R - ... Pour essayer de démontrer que la responsabilité de l'attaque chimique n'incombe pas au régime mais aux terroristes sur le terrain. Alors qu'il existe - je tiens à vous le rappeler - une organisation qui s'appelle l'organisation internationale contre l'utilisation des armes chimiques (l'OIAC) qui a son siège à La Haye et qui est en quelque sorte le bras armé du traité international contre l'utilisation des armes. Elle est chargée de l'enquête.

Q - ... que ce soit cette organisation qui fasse...

R - Mais elle le fait ! C'est dans ses missions ! Ce que les signataires dont la Russie ont accepté. Je vois là une manoeuvre. Je l'avais dit à Rex Tillerson : «Vous serez l'objet d'une manoeuvre, ne tombez pas dans le panneau».

Q - Donc il vous a écouté.

R - Et je constate qu'il n'est pas tombé dans le panneau. C'est une bonne chose.

Ma conviction est la suivante : c'est le régime - et c'est la conviction aussi de nos services - qui a la responsabilité de ces attaques.

Q - Conviction appuyée par des documents ?

R - Oui, et il y a une enquête qui est en cours. Il y a celle menée par l'OIAC dont je viens de parler qui fait son enquête...

Q - Mais est-ce qu'aujourd'hui, vous disposez... ?

R - Et en ce qui concerne les services de renseignement français et les renseignements militaires, c'est une question de jours mais nous apporterons la preuve, qu'effectivement, le régime a bien organisé ces frappes avec des armes chimiques.

Q - Vous êtes formel?

R - Je suis formel. J'exprime une conviction. Dans quelques jours, je pourrai vous apporter des preuves et c'est très important. Vous savez, la propagande russe et ceux qui la soutiennent (...) mettent en doute le fait que Bachar al-Assad aurait utilisé des armes chimiques. C'est scandaleux et il faut absolument le clarifier. (...)

Q - Attendez, une précision.

R - Bachar al-Assad est responsable et il faut le dénoncer sans aucune ambiguïté.

Q - Ce que vous venez de dire est extrêmement important. C'est un point important. Vous nous dites que les services français, les renseignements militaires, ont des éléments précis en leur possession.

R - J'ai une conviction. C'est une conviction et nous enquêtons avec des éléments précis. Pour l'instant, je ne peux pas les communiquer parce que les analyses sont en cours... Mais nous avons des éléments qui nous permettent et qui nous permettront de démontrer que le régime a sciemment utilisé l'arme chimique alors qu'il avait accepté après 2013 - vous vous souvenez - d'arrêter d'utiliser les armes chimiques et de détruire ses stocks. Mais il empêche les enquêtes.

Q - Et cette conviction sera étayée par des preuves dans quelques jours ?

R - Nous ne sommes pas les seuls. L'OIAC va poursuivre son enquête. Et pourquoi il y a eu le veto russe et un refus de la résolution au conseil de sécurité des Nations unies ? Par la solidarité russe avec le régime syrien et tout à l'heure, je vais avoir un entretien téléphonique avec Sergueï Lavrov, mon homologue russe, et je lui redirai en toute franchise les choses : «Pourquoi avez-vous voté contre cette résolution ? Comme membre permanent, vous avez un droit de veto. Et parce que vous soutenez le régime, vous empêchez l'OIAC d'accéder à tout». Alors les membres de cette organisation vont quand même enquêter mais ils ne pourront pas accéder à tout facilement et notamment aux stocks et je pense que c'est une question centrale.

(...)

Q - Qu'est-ce que vous faites concrètement pour ce borbier syrien ? Comment on en sort si on ne discute pas avec Bachar... ?

R - Il faut discuter avec les Russes et avec les Iraniens. Et, je vais le redire à Sergueï Lavrov - avec qui je m'entretiens souvent - car il ne s'agit pas de ne pas parler avec les Russes mais il s'agit de pointer les désaccords et d'apporter des solutions.

Tout d'abord il faut condamner l'utilisation des armes chimiques, enquêter comme c'est le cas, aller jusqu'au bout de cette enquête et déterminer la responsabilité, y compris judiciaire, de Bachar Al-Assad. Puis, qu'on mette en place - ce que j'avais déjà proposé en septembre et que je proposerai à nouveau - un mécanisme de surveillance qui devrait être porté par les membres

permanents du conseil de sécurité mais aussi les pays arabes pour garantir un cessez-le-feu absolu en Syrie. Aujourd'hui, on a parlé à Astana d'un cessez-le-feu garanti par les Russes, les Iraniens et les Turcs. En réalité, il y a toujours des vols et des utilisations de bombes, il y a toujours des conflits sur le terrain et, vous le savez tous, il n'y a pas de cessez-le-feu. Il faut un mécanisme international garanti par les Nations unies dont les membres permanents du conseil de sécurité et les pays arabes, je viens de le répéter, pour qu'on puisse clouer au sol les avions syriens et commencer à voir un cessez-le-feu effectif.

Et la deuxième proposition que je fais, c'est de reprendre les négociations politiques à Genève le plus vite possible. Il y a quelques jours, je me suis entretenu avec le secrétaire général des Nations unies pour qu'on reprenne la voie de la transition politique. Et c'est dans ce cadre-là que le sort de Bachar al-Assad doit être traité.

Il ne peut pas être la solution finale pour gouverner la Syrie mais il faut trouver une méthode de transition. Et c'est ce que nous voulons obtenir en Syrie : à la fois continuer ensemble le combat contre Daech - je dirai d'ailleurs à Lavrov que nous pouvons le mener encore plus ensemble - et, dans le même temps, travailler pour un cessez-le-feu qui puisse permettre une transition politique. Sinon, il n'y aura jamais de paix en Syrie, il y aura toujours la guerre et le terrorisme.

Q - Donc Trump, c'est la riposte en Syrie contre Bachar sur l'utilisation des armes chimiques. Trump, c'est aussi une mégabombe larguée en Afghanistan contre les talibans qui travailleraient avec Daech, on ne sait pas très bien.

R - Oui. (...)/.